

«Quasi-souveraineté de la zone-est» dans Die Welt (12 octobre 1949)

Légende: Le 12 octobre 1949, le quotidien allemand Die Welt relate la proclamation à Berlin-Est de la République démocratique allemande (RDA) et analyse les relations ambiguës entre les forces d'occupation soviétiques et les autorités civiles de la RDA.

Source: Die Welt. Unabhängige Tageszeitung. Hrsg. Küstermeier, Rudolf ; R Herausgeber Scherer, Hans. 12.10.1949, Nr. 165; 4. Jg. Hamburg: Die Welt. "Ostzonale Quasi-Souveränität", p. 2.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/quasi_souverainete_de_la_zone_est_dans_die_welt_12_octobre_1949-fr-73a5e6ef-7d2e-4c9e-988b-8cac5484afda.html

Date de dernière mise à jour: 06/07/2016



Quasi-souveraineté de la zone Est

C'est à une vitesse foudroyante que se déroule dans le secteur Est de Berlin un film qu'on pourrait intituler: «Naissance d'une démocratie populaire». Le deuxième acte s'est joué lundi: la proclamation du nouveau statut politique, lors d'une réunion du Bureau de la Chambre du Peuple, auquel s'était également joint le Premier ministre désigné Grotewohl, avec le général Tschulkow. Le troisième acte a suivi mardi: l'institution des organes supérieurs de la nouvelle démocratie populaire. Le travail peut commencer. On est tenté de dire: «Bon voyage!»

Mais quelle est la nature du statut politique nouvellement créé pour la zone Est? Le général Tschulkow a annoncé que l'ère de l'administration militaire de la Russie soviétique était révolue et que la Commission de contrôle de la Russie soviétique, une institution civile, la remplacerait. Il se produit donc ici la même chose que ce qui s'est passé il y a quelque temps déjà sur le territoire de la République fédérale, à savoir la dissolution du gouvernement militaire et la création d'une institution de la puissance occupante appelée à contrôler l'activité des organes supérieurs des pouvoirs publics allemands.

Comme cette réorganisation avait déjà eu lieu à l'Ouest, l'Union soviétique, en tant que puissance occupante, n'avait pas d'autre choix que de prendre une mesure similaire. Il était impossible de s'accrocher au principe du gouvernement militaire qui n'avait été prévu que pour les premiers temps après la cessation des hostilités.

Mais puisque le général Tschulkow et tous les responsables politiques de la zone Est dirigent des attaques de plus en plus vives contre le travail de Bonn et les institutions créées là-bas, ce qui vient de se constituer dans le secteur Est de Berlin ne peut être identique à ce qui a été créé à Bonn. Quelle est dès lors la nature de ce nouveau statut? En toute franchise, ses dernières manifestations ne nous apprennent pas grand-chose.

Il existe une constitution du Volkstag (parlement), qui a certes été mise en vigueur, mais qui a été immédiatement violée. Lors de la réunion de lundi, tant les responsables politiques allemands que le général Tschulkow ont beaucoup parlé de la convention de Postdam et d'autres décisions prises par les quatre grandes puissances qui sont censées constituer le fondement de la nouvelle organisation politique de la zone Est. L'importance de la convention de Postdam a été tout particulièrement soulignée, bien qu'elle ne contienne presque rien qui puisse présenter un intérêt ici.

La convention de Postdam ne fournissait que le cadre dans lequel l'État allemand devait être reconstitué. La manière dont les relations avec les Puissances devaient être stabilisées et normalisées dans ce nouvel État est une question restée ouverte même après la Conférence de Postdam. L'accord de Postdam ne porte que sur la période suivant immédiatement la capitulation et ne précise pas qui doit tenir les rênes dans un avenir plus lointain.

Qui, alors, tient maintenant les rênes dans la zone Est? Une phrase du discours que le président du Bureau de la Chambre du peuple a adressé au général Tschulkow permet de s'en faire une idée. Le président de la Chambre du peuple demande au général de donner au Premier ministre désigné Grotewohl l'occasion de lui exposer, à lui, Tschulkow, «les mobiles politiques de notre action et les objectifs du travail pour lequel nous demandons votre approbation. M. Grotewohl s'attellera à cette tâche avec l'approbation de Tschulkow.»

Par ces paroles, le président de la Chambre du peuple demande donc l'autorisation du général pour la mise en place du gouvernement de Grotewohl. Et pas seulement au sens figuré. L'accord du général est d'après cette formulation l'acte de droit public qui fonde l'existence du gouvernement; autrement, les paroles du président de la Chambre du peuple n'auraient aucun sens.

C'est ici que les voies de la politique de la zone Est se séparent de celles empruntées par les responsables politiques allemands à Bonn. Le nouveau droit public allemand créé sur les rives du Rhin, consigné dans la loi fondamentale de Bonn et dans le statut d'occupation, y compris les documents qui complètent ce statut, prévoit comme mesure transitoire un partage des droits de souveraineté en Allemagne. Les autorités responsables sont, pour certains domaines de la vie publique, le Bundestag et les organes supérieurs des

pouvoirs publics qui en sont issus, et, pour d'autres domaines, le Conseil supérieur des Alliés. Les institutions supérieures allemandes n'exercent donc pas de souveraineté absolue. Elles participent toutefois dans une mesure considérable à l'exercice de ces droits de souveraineté, et dans des limites clairement définies.

Le droit d'élire le chancelier fédéral revient exclusivement au Bundestag. Il fait partie des droits de souveraineté réservés aux institutions allemandes. Le chancelier fédéral exerce ses fonctions en vertu de son élection par le Bundestag et de sa nomination par le président de la République fédérale suite à cette élection. Il n'a pas besoin de l'entérinement des hauts-commissaires.

La zone Est se trouve dans une situation différente. Elle ne connaît certes pas le statut d'occupation, ni par conséquent le partage clair des droits de souveraineté entre le gouvernement de la zone Est et la Commission de contrôle de la Russie soviétique. D'après la Constitution du Volksrat (Conseil du peuple), l'exercice des droits de souveraineté semble être concentré exclusivement dans des institutions allemandes. Pourtant, l'entérinement du général Tschulkow est demandé pour la mise en place du premier ministre-président de la zone Est. Il a été demandé parce qu'il devait l'être pour que le gouvernement puisse entrer en fonction. Ce droit de confirmation de Tschulkow est en contradiction avec la Constitution du Volksrat.

La forme dans laquelle la mise en place du nouveau gouvernement est réalisée revient donc à une nouvelle violation de la Constitution. C'est la deuxième depuis l'instauration de l'État démocratique populaire dans la zone Est. Et cette violation de la Constitution dévoile la nature du statut politique nouvellement créé dans la zone Est. Elle révèle en quoi ce statut diffère des institutions de Bonn.

Tandis qu'un partage clair de la souveraineté a eu lieu en République fédérale, une quasi-souveraineté a été établie dans la zone Est. C'est la souveraineté du «comme si». Le gouvernement de la zone Est agit comme s'il était un gouvernement indépendant. En réalité, c'est un gouvernement qui tire son autorité non pas de la volonté de la Chambre du peuple née d'une violation de la Constitution, mais de l'approbation par le général, demandée en violation de la Constitution. Tschulkow est donc resté ce qu'il était, à savoir celui qui tient les rênes dans la zone Est.

Mission accomplie

L'ordre démocratique antifasciste établi dans la partie Est de l'Allemagne a apporté au peuple allemand une vraie liberté et une vraie démocratie. L'objectif de faire de l'administration de l'État l'affaire des larges masses populaires est atteint, et la mission de l'administration militaire soviétique en Allemagne est donc remplie.

Une fois qu'elle aura rallié définitivement et irrévocablement le camp anti-impérialiste, l'Allemagne démocratique bénéficiera du soutien sans réserve du peuple soviétique et de tous les autres peuples des pays démocratiques. Les Soviétiques s'engageront en faveur de la consolidation des relations économiques et politiques entre les deux pays sur la base du principe de la nation la plus favorisée dans le commerce et les échanges économiques.

Glissement à droite

L'apparition de l'«association des indépendants» (*Verband der Unabhängigen*) est un phénomène intéressant qu'on ne peut guère pour l'instant qualifier de néfaste. Le succès de l'association est en partie attribuable à la tendance générale à basculer vers la droite sur le continent européen.

L'oppression par les Nazis et la «libération» par les Russes ont appris au peuple autrichien qu'il était préférable pour deux partis rivaux de collaborer dans la tolérance plutôt que d'ouvrir la voie à une dictature par de violentes querelles internes.

Laisser remonter à la surface

La caractéristique la plus frappante des élections législatives en Autriche est la montée du parti néofasciste «Verband der Unabhängigen»; il est toutefois préférable de voir les éléments nazis apparaître à la surface maintenant plutôt que de les laisser former en secret un mouvement clandestin ou se cacher dans le cadre d'un autre parti. Il est à espérer que les deux partis jusqu'à présent au pouvoir collaboreront encore plus étroitement à l'avenir.

Un retour de flamme est vite arrivé

Les puissances occidentales devraient prêter attention aux résultats des élections autrichiennes. Un parti nationaliste et militaire a remporté un grand succès. Cela montre simplement qu'une partie des Allemands aime encore jouer aux soldats.

Les Soviétiques ont mis sur pied une force de police d'environ 300 000 personnes dans leur zone. Pourquoi les puissances occidentales n'en feraient-elles pas autant dans la République d'Allemagne de l'Ouest?